

Optimiser les relations avec les communicants : un défi pour la formation des journalistes ?

Marie-Christine
LIPANI VAISSADE

Maître de conférences
Institut de Journalisme Bordeaux
Aquitaine (IJBA)
Université Bordeaux 3 - MICA
Marie-christine.lipani@ijba.u-bordeaux3.fr

Résumé

Les professionnels de la communication sont aujourd'hui présents dans la plupart des organisations et des entreprises et sont devenus, au fil des ans, des sources incontournables pour les journalistes. Cependant, ils restent, en grande partie, perçus comme animés par des intérêts marchands et partisans, exerçant une fonction assez éloignée du rôle démocratique revendiqué par la communauté journalistique dans ses discours. Cet article s'intéresse à la façon dont les jeunes journalistes appréhendent les relations avec les communicants et interroge, en particulier, à travers des entretiens de formateurs, la manière dont les écoles de journalisme françaises (dont le cursus est reconnu) préparent leurs étudiants à travailler avec ces acteurs sociaux eux aussi producteurs d'information.

Dès lors que l'on pose comme principe que l'information résulte toujours d'un travail commun entre journalistes et un ensemble d'acteurs sociaux (Chupin & Nollet, 2006, p. 12), comment aujourd'hui interroger les pratiques journalistiques en France sans évoquer le rôle joué par les professionnels de la communication ? En effet, dès la décennie 1980, ces derniers ont largement investi les grandes organisations, les institutions, et les entreprises qui se sont davantage préoccupées de leur image auprès de leurs différents publics. Par ailleurs, les communicants, dans leur ensemble, ont, au fil des ans, perfectionné leurs pratiques professionnelles. Ils ont

appris à travailler avec les médias, se sont familiarisés avec les techniques d'écriture de presse, et sont capables de livrer aux rédacteurs des formats adaptés « *anticipant les attentes et s'ajustant au plus près des contraintes de fabrication de l'information* » (Chupin & Nollet, 2006, p. 30). Aujourd'hui, ces professionnels, qu'ils soient attachés de presse, directeurs de la communication, conseillers en relations publiques, etc., sont plus nombreux que les journalistes eux-mêmes et semblent, de fait, être devenus, en grande partie, des acteurs incontournables pour les médias.

En effet, pour accéder à certaines informations, à des données précises ou bien pour obtenir un entretien avec un chef d'entreprise ou un élu, les journalistes sont souvent contraints de passer par ces communicants (Charon, 2007). Les entreprises, les formations politiques, les collectivités territoriales se dotent progressivement de responsables des relations avec la presse, si bien que ceux-ci s'imposent plus ou moins, au sein des rédactions, comme des sources essentielles. Les journalistes et les communicants seraient donc engagés dans une sorte de mouvement d'interaction et de coopération, d'autant plus qu'une certaine porosité existe entre les métiers de l'information et ceux de la communication (Romeyer *et al.*, 2013). Tout l'enjeu pour les médias, nous semble-t-il – et sans doute que certaines familles de presse comme la presse locale et régionale sont plus exposées compte tenu des étroites relations de proximité qu'elles entretiennent avec leurs différentes sources (Ollivier-Yaniv, 2001) – consiste à résister à l'influence des informateurs, « *à la volonté de ces sources de contrôler l'information les concernant* » (Charon, 2007, p. 93).

Des lors, s'appuyant sur l'idée d'une cohabitation inévitable entre ces deux communautés de professionnels et tenant compte du fait que les communicants, à travers le développement sur l'ensemble du territoire de formations publiques et privées de haut niveau, de cursus spécialisés, ont appris, très vite, à travailler avec les journalistes et à se saisir du fonctionnement des médias, notre démarche interroge la formation des journalistes et plus particulièrement la manière dont les relations avec les professionnels de la communication sont abordées au sein des écoles professionnelles. Autrement dit, les journalistes apprennent-ils à travailler avec les communicants ? Sont-ils préparés à cette situation d'interdépendance comme le sont, visiblement, les professionnels de la communication ? Notre recherche repose sur une hypothèse précise. Nous partons du principe que si les journalistes, encore aujourd'hui, ne savent pas toujours comment se situer par rapport aux communicants, cela repose peut-être sur un déficit de formation, et c'est cet aspect que nous souhaitons ici développer.

Une approche communicationnelle

Cette question autour de la formation professionnelle des journalistes, parce qu'elle se resserre sur les rapports entre journalistes et communicants, nous paraît appropriée à une approche communicationnelle. Notre propos, prenant appui en partie sur la notion « d'associés-rivaux » telle qu'elle a été développée par Jean-Baptiste Legavre en 2007 se concentre sur les types de liens, mais aussi sur les éventuels compromis permettant aux journalistes de structurer leur coopération avec les communicants.

Afin de préserver une certaine cohérence à notre corpus, nous limitons notre recherche sur la formation des journalistes aux seules écoles professionnelles, en France, dont le cursus est actuellement reconnu par la Commission paritaire nationale de l'emploi des journalistes (CPNEJ). Ces établissements sont aujourd'hui 14 à bénéficier de ce label : le Centre de formation des journalistes (CFJ-Paris), le Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ-Strasbourg), l'École supérieure de journalisme (ESJ-Lille), l'Institut pratique de journalisme (IPJ-Paris), l'Institut de journalisme Bordeaux Aquitaine (IJBA), l'École de journalisme et de communication d'Aix-Marseille (EJCAM), l'École de journalisme de Toulouse (EJT), Sciences Po Paris, l'IUT de Lannion, l'École publique de journalisme de Tours (IUT), l'École de journalisme de Grenoble (EJDG), le CELSA (Paris), l'Institut français de presse (IFP-Paris) et l'IUT de Nice-Côte d'Azur, à Cannes.

Pour des contraintes pratiques, nous avons de façon délibérée limité la taille de notre corpus à six établissements, ce qui correspondait au moment de notre étude à presque la moitié des écoles bénéficiant de la reconnaissance des professionnels. Pour ce qui est du choix des structures sollicitées, notre souhait était, d'une part, de représenter différents types de diplômes (DUT, licence, master, diplôme d'école), et d'autre part, de respecter un équilibre entre les écoles publiques et privées (ou semi privées). Nous voulions aussi, du point de vue géographique, offrir un maillage assez large du territoire. Ainsi les écoles publiques contactées pour cette étude sont les suivantes : l'IJBA à Bordeaux (master), l'EJCAM à Aix-Marseille (master) et l'école publique de journalisme de Tours (DUT, licence). Les autres écoles sont : l'IPJ à Paris (master), l'EJT à Toulouse (diplôme d'école) et l'ESJ à Lille (master).

La méthodologie que nous avons retenue repose en grande partie sur des entretiens semi directifs avec des enseignants (journalistes et universitaires) et des responsables pédagogiques ainsi que sur l'étude des différents modules d'enseignement. Nous nous interrogeons sur

les éléments qui caractérisent cette relation aujourd'hui quasi inévitable entre communicants et journalistes (les discours des principaux syndicats de journalistes ont, à cet égard, toujours plus ou moins incité leurs adhérents à mettre en place « une stratégie de protection » vis-à-vis des professionnels de la communication).

La première partie de notre analyse revient sur les différents aspects qui, selon nous, expliquent cette situation. Dans un second temps, à partir des discours et des différentes expériences des formateurs en journalisme, nous nous focalisons sur les pistes pédagogiques qui semblent les plus pertinentes pour aider les jeunes journalistes à appréhender, demain, les relations avec les communicants dans une plus grande sérénité et une meilleure maîtrise des différents paramètres de distanciation.

À nos yeux, l'enjeu est essentiel car la relation entre communicants et journalistes est sans doute plus subtile qu'il n'y paraît. Le journalisme, d'une part, peut faire l'objet de détournements et d'instrumentalisation (Gauthier, 2010). D'autre part, les nouvelles pratiques des journalistes – pour la plupart consécutives à l'évolution des technologies, comme par exemple le journalisme de données ou encore la prise en compte de la réaction des internautes dans la construction des contenus – complexifient encore davantage le rapport aux sources et l'accès à l'information.

Une frontière identitaire poreuse

Les contours de la profession journalistique demeurent, encore aujourd'hui, assez flous (Ruellan, 1993). D'une part, elle s'est constituée à partir « d'une succession de clôtures professionnelles et sur l'exclusion d'autres acteurs spécialistes du débat public² » (Ollivier-Yaniv, 2001, p. 87). D'autre part, cette profession « s'inscrit dans une sorte de continuum de métiers de la communication, introduisant un brouillage croissant des frontières entre métiers liés à production de l'information » (Neveu, 2001, p. 96). Bien que les journalistes entretiennent des relations plus ou moins étroites avec les communicants, les métiers de la communication n'ont jamais réussi à se débarrasser de la suspicion dont ils font régulièrement l'objet. En effet, portés par une idéologie professionnelle dont les maîtres mots restent « indépendance vis-à-vis des pouvoirs politiques et économiques, liberté et déontologie », les journalistes ont constamment veillé à établir une frontière identitaire forte avec les communicants... bien que cette frontière, quelquefois, s'avère assez poreuse...

En effet, certaines pratiques journalistiques, notamment au sein de la presse professionnelle, s'apparentent plus à des actions de communication au profit des entreprises qu'à un véritable travail d'analyse critique d'un secteur. Malgré ces écarts, la version remaniée en 2011 de la Charte d'éthique professionnelle des journalistes, élaborée en 1918 par le Syndicat national des journalistes (SNJ), rappelle que « *le journalisme consiste à rechercher, vérifier, situer dans son contexte, hiérarchiser, mettre en forme, commenter et publier une information de qualité ; il ne peut se confondre avec la communication* ». Les communicants, bien qu'ils produisent aussi des informations, restent souvent perçus comme des manipulateurs s'inscrivant dans une posture différente, portés par des intérêts commerciaux ou partisans, et cherchant par n'importe quel moyen à vendre, à promouvoir ou à défendre un produit, un concept, une image, etc. Ce qui constitue, en grande partie, la raison d'être de leur métier. Pour la plupart des journalistes, et surtout pour les structures qui les représentent comme les syndicats et les associations de journalistes... subsiste encore un enjeu de distinction majeur entre les métiers de l'information et ceux de la communication.

En effet, dès le début de l'organisation de leur groupe en profession, les journalistes français ont toujours tenté de maintenir une certaine cohésion interne, en insistant, à travers leurs discours, sur leur rôle spécifique, incarnant la lutte pour la liberté et la démocratie (Ruellan, 2011). Une mission, aux yeux des journalistes, considérée comme incompatible avec des activités de communication et de promotion, liées au profit ou à une quelconque influence politique. « *Le communicant a une stratégie, pas le journaliste. Il est là pour vendre, mais le journaliste n'est pas là pour acheter* », explique Aymeric Caron, journaliste à Europe 1 sur le site des Assises du journalisme³ (et de tels propos sont fréquents au sein de cette communauté professionnelle). Bien que la profession journalistique reste très hétérogène de par les profils, les familles de presse, les types de médias, les niveaux de rémunération, les statuts, les carrières, etc., la nécessité de maintenir une certaine distance avec les professionnels de la communication constitue encore une exigence récurrente, ce que confirme la charte remaniée du SNJ.

Deux arguments justifient une telle perspective : d'une part, limiter les risques d'instrumentalisation et, d'autre part, renforcer la dimension « démocratique » de l'activité journalistique. Cela étant, les journalistes eux-mêmes reconnaissent ouvertement que la tâche s'avère complexe compte tenu du fait que les techniques de communication impactent désormais toutes les pratiques sociales et que les communicants sont

devenus des « filtres incontournables » pour avoir accès aux leaders d'opinion, aux patrons, etc. La présence de ces communicants au sein des organisations les plus diverses installe un rapport de force, des relations d'influence. Pour Jérémie Nollet, les professionnels de la communication construisent un rapport différent avec les autres acteurs sociaux : « *Les professionnels de la communication transforment profondément les façons de penser et d'agir* » (Nollet, 2006, p. 161). Le chercheur remarque toutefois qu'« *on en sait finalement assez peu sur le rôle des différents spécialistes de la communication dans le fonctionnement des institutions pour lesquelles ils travaillent* » (Nollet, 2006, p. 162).

Vers des relations plus normalisées ?

Si la relation d'influence entre communicants et journalistes demeure un objet d'attention, cela s'explique en partie aussi par les mutations des médias d'information. Dans les années 1980, d'une part, la production de l'information va suivre des logiques économiques imposées par le marché, ce qui ne sera pas sans conséquences sur les conditions de travail des journalistes (Augey, 2003), et d'autre part, les journalistes ont découvert qu'ils n'étaient plus les seuls acteurs professionnels de la médiation publique (Ruellan, 2011). Ils apprennent donc à composer avec leurs sources et les autres producteurs d'information.

Les journalistes ont donc été plus ou moins contraints de travailler avec les professionnels de la communication. Pour Denis Ruellan, la communauté journalistique a été obligée de reconnaître aux communicants le statut de sources d'information. Ce qui fait dire à ce dernier que les journalistes ont ainsi, d'une certaine manière, « *légitimé les professionnels de la communication* » (Ruellan, 2011, p. 180). Aujourd'hui, les pratiques professionnelles des journalistes subissent des changements imposés par les évolutions technologiques et, en particulier, des bouleversements induits par le numérique et les médias mobiles. Les journalistes sont désormais obligés de produire des contenus souvent en interaction avec leurs publics.

En outre, la fragilité financière des entreprises de presse écrite, et notamment de la presse quotidienne, désormais à la recherche d'un nouveau modèle économique sur le Net, réduit les marges de manœuvre des journalistes, lesquels exercent souvent dans des conditions de grande précarité et sont, par ailleurs, contraints à une hyper polyvalence. L'information est aujourd'hui disponible partout, à tout moment et sur n'importe quel support et le journaliste, de plus en plus poussé à une réactivité extrême, s'appuie bien évidemment sur les

services de communication capables de fournir des sujets clés en main, ce qui procure au journaliste une sorte de soupape de sécurité, ce dernier n'ayant pas toujours le temps, ni les moyens d'enquêter ou de peaufiner des sujets. Enfin, un autre élément est selon nous à prendre en compte pour tenter de cerner cette coopération particulière entre journalistes et communicants. Il s'agit du fait que de nombreux communicants étaient auparavant des journalistes professionnels. Cette situation renforce leur emprise et leur influence, car ils sont parfaitement au courant des coulisses du métier, du fonctionnement des rédactions, des contraintes hiérarchiques, des temporalités journalistiques et du circuit de fabrication de l'information. La plupart des communicants qui sont dans cette situation considèrent que ces « *fonctions antérieures les ont préparés à leur rôle actuel* » (Ruellan, 2011, p. 190).

La plupart des points évoqués ici, relatifs aux mutations du journalisme et notamment à la transformation du journalisme par la communication, s'inscrivent plus largement dans une réflexion initiée, entre autres, par les travaux de Jean Charron et de Jean de Bonville (1996, 2004), mais aussi par les études d'autres chercheurs québécois tels que Marc François Bernier, Alain Lavigne, François Demers, Thierry Watine... sur les « relationnistes » et « les pratiques novatrices en communication publique » (2005). L'ensemble de ces approches antérieures confirment, de notre point de vue, la persistance des relations quelque peu ténues entre journalistes et communicants. Ces travaux montrent aussi comment les contraintes communicationnelles pèsent sur les journalistes, entraînant de fait une modification des genres rédactionnels.

Cependant, comme le souligne Gilles Lugrin (2007), l'analyse de ces chercheurs « porte un regard plus stimulé qu'effrayé » sur l'impact de la communication sur le journalisme. Ce qui nous conduit à envisager que les relations entre ces deux types de professionnels de la communication tendent à se normaliser, même si en France la communauté journalistique reste très largement sur la défensive, ce qui se retrouve dans le système de formation. Nous allons détailler ces aspects dans la partie suivante.

Des critères de reconnaissance très stricts

Le journalisme, en France, a toujours été une profession ouverte. Aucun diplôme spécifique n'est exigé pour entrer dans le métier, même si différentes études sociologiques (Lafarge & Marchetti, 2011) ont montré que les nouveaux entrants dans le journalisme sont de plus en

plus diplômés. Cette absence de formation obligatoire participe à un idéal de liberté et de démocratie ; elle est pensée par les professionnels comme le gage de la diversité des profils, permettant une plus large représentation de la société. Les journalistes ont toujours à cœur de maintenir la profession « ouverte », c'est-à-dire accessible à tous, quel que soit son milieu social.

Malgré cette constante, la formation des journalistes s'est, au fil du temps, de plus en plus structurée et le passage par une école spécialisée est souvent perçu comme la « voie royale » pour embrasser la carrière, même si peu de journalistes (entre 15 et 16 %) qui effectuent leur première demande de carte de journaliste professionnel sont issus de ces formations labellisées⁴. Aujourd'hui, sur les 14 écoles proposant un cursus reconnu par les professionnels, plus de la moitié dépendent de l'université. Les autres formations sont indépendantes bien que certains établissements privés tentent, depuis quelque temps déjà des rapprochements avec des départements universitaires⁵. La Commission paritaire nationale de l'emploi des journalistes qui accorde, ou non, l'agrément, est composée de représentants des éditeurs de presse et des syndicats de journalistes.

Les critères permettant aux formations de se distinguer sont nombreux et exigeants. Les plus importants sont les suivants : diversité dans le recrutement, formation comportant un minimum de trois semestres (avec un minimum de 1 500 à 2 000 heures d'enseignement au total), équilibre entre la pratique et la théorie, enseignement portant sur les fondamentaux professionnels (techniques du métier, recherche et collecte d'information, déontologie et droit de la presse, environnement socio économique, fonctionnement de l'entreprise de presse, histoire des médias, traitement des informations, etc.), présence d'un corps professoral compétent, moyens suffisants et adaptés aux formations, accompagnement à l'insertion professionnelle des jeunes diplômés, frais de scolarité accessibles au plus grand nombre.

Par ailleurs, la reconnaissance du cursus d'enseignement est également subordonnée à la mise en place d'un conseil pédagogique paritaire dans lequel siègent les représentants des organisations professionnelles et syndicales, représentées au sein de la CPNEJ ou signataires de la convention collective nationale du travail des journalistes. Ce conseil veille notamment à la séparation effective entre le cursus d'enseignement du journalisme et toutes autres filières. Ce critère de reconnaissance est assez éclairant. Il vise à ne pas créer une confusion des genres entre les métiers de l'information et de la communication.

Cette confusion est pourtant largement entretenue par l'institution universitaire elle-même avec la création d'une jeune discipline : les sciences de l'information et de la communication, 71^e section au sein du Conseil national des universités (CNU). Les formations journalistiques universitaires sont presque toutes institutionnellement rattachées à cette section du CNU, considérée comme la discipline- mère du journalisme. Ce syntagme « information et communication », bien que le terme « information » renvoie avant tout aux métiers de la recherche documentaire, est souvent mal perçu par les journalistes : « *La dissociation de l'information et de la communication constitue l'une des valeurs fondatrices de l'excellence et du professionnalisme journalistiques* » (Cardy, Froissart & Tavernier, 2008). L'intitulé de cette discipline universitaire, de fait, représente une sorte de « menace » car « elle annihile la distance entre les journalistes et les communicants » (*ibid.*).

Par ailleurs, l'organisation et le nom de certaines écoles proposant à la fois des formations en journalisme et en communication entretiennent aussi la confusion comme par exemple l'École de journalisme et de communication d'Aix-Marseille (EJCAM), l'École des hautes études en sciences de l'information et de la communication (Celsa-Paris). Seul un cursus professionnel journalistique (en formation initiale ou en alternance) peut bénéficier du label de reconnaissance et non pas un établissement pour l'ensemble de ces filières. Malgré tout, le rapprochement de ces deux termes information/communication comme intitulé d'une discipline académique ne s'analyse peut être pas de la même façon au sein des écoles de journalisme. Une lecture heuristique de ce syntagme invite à chercher du côté d'une redéfinition des relations entre différents métiers relevant tous d'une approche communicationnelle au sens large.

Élément-clé de la formation

Outre la définition des critères de reconnaissance des formations journalistiques, la CPNEJ a également indiqué à travers un référentiel général des formations au journalisme les principales compétences et enseignements professionnels qui doivent être abordés par les différents cursus. Ce référentiel fixe donc les grandes lignes des contenus pédagogiques sans pour autant donner de définitions précises des programmes ou de méthodes d'enseignement. Chaque établissement peut donc faire preuve d'innovation.

L'examen de la version datée de juin 2011 de ce référentiel montre qu'il n'est pas fait mention, à proprement parler, des relations avec

les professionnels de la communication. Cependant, un champ important est consacré à la recherche et la collecte d'informations et aux rapports avec les sources d'information, ce qui peut s'analyser comme la volonté de ne pas distinguer les communicants comme des sources particulières (ou privilégiées) des journalistes, une première mise à distance de cette catégorie d'interlocuteurs. Presque toutes les écoles ont donc introduit dans leur cursus un module général sur les sources d'information, la recherche d'informations, voire l'analyse et le traitement de l'information.

Les principaux cours dans ce domaine sont les suivants⁶ : « les cycles de vie de l'information, décryptage des images et de leurs sources, les agences de presse, analyse filmique » au Celsa ; « les sources et l'enquête » au CFJ ; « méthodologie de production de l'information, sources et recherche de l'information, recherche documentaire et outils du web » au CUEJ ; « recherche documentaire et outils du web, journalisme local et découverte de la presse quotidienne régionale » à l'EJCAM ; « recherche d'informations, recherche d'informations sur Internet, analyse des discours médiatiques » à l'EJDG ; « sources et bases documentaires, revue de presse multimédia hebdomadaire, politique éditoriale, culture de l'image » à l'EJT ; « sources de l'information, connaissance de l'actualité » à l'EPJT ; « collecte de l'information, collecte de l'information sur le Net » à l'ESJ ; « journalisme et réseaux sociaux, les langages des médias, sémiologie de l'image » à l'IFP ; « recherche documentaire : sources et recherche de l'information, analyse du traitement de l'information » à l'IJBA ; « recherche et vérification, prise en main, recherche et vérification agence » à l'IPJ ; « l'organisation de la production journalistique (presse écrite et web), usages et innovations, analyse des produits éditoriaux, analyse filmique » à l'IUT de Lannion ; « les fondamentaux d'un journal, décryptage d'un écrit web et presse écrite, décryptage radio » à Sciences Po Paris.

Une démarche transversale

L'objectif majeur de cette partie de la formation est de permettre aux futurs journalistes d'identifier et de vérifier les sources d'information, et de préparer les étudiants à travailler avec différentes sources ponctuelles et institutionnelles. Plus largement, au regard des différents modules proposés par les établissements, on peut observer aussi que cette question des sources est traitée de façon plus complexe. Les cours ne se contentent pas d'insister sur les modalités de recherche mais aussi sur les exploitations possibles, la façon d'enrichir ces sources et surtout

l'analyse et le décryptage. Autrement dit, il s'agit bien d'inciter les étudiants à une prise de recul nécessaire.

De telles démarches pédagogiques, qui peuvent être assurées par des journalistes professionnels intervenants comme vacataires ou des universitaires (de nombreux universitaires intervenant au sein de ces écoles disposent d'une expérience concrète au sein des médias), visent donc à donner aux futurs journalistes les moyens d'ajuster et de gérer leurs marges de manœuvre face à leurs sources et partenaires « naturels ». Cependant, cette question du rapport aux sources est, de fait, transversale à l'ensemble des enseignements. Comment, par exemple, construire un cours d'écriture journalistique sans aborder la question des sources ? Comment préparer un entretien sans questionner la légitimité de l'interlocuteur ?

Par rapport à l'objet de notre étude, un autre champ du référentiel intitulé « Enjeux du monde contemporain » nous semble pertinent. En effet, ce nouveau module traite d'une manière générale les grands enjeux sociétaux dans leurs dimensions nationale et internationale. Il permet aux étudiants de connaître davantage le fonctionnement des institutions politiques, administratives, syndicales, ainsi que les grands enjeux politiques et économiques et les questions européennes, plus ou moins, étudiés dans les écoles. C'est dans cette partie de la formation que s'insère un atelier spécifique, à l'IUT de Lannion, qui aborde la question des acteurs et des domaines de la communication. Il s'agit du seul enseignement de ce type ainsi identifié. Les techniques de journalisme appliquées aux différents médias d'information (interview, enquête, reportage, reportage image, son et radio, techniques d'écriture, secrétariat de rédaction, etc.) et la connaissance du journalisme et des médias (sociologie du journalisme, droit de la presse, éthique et déontologie, connaissance du marché du travail, économie des médias, etc.) constituent des modules spécifiques.

Diversité des pratiques pédagogiques

Afin de compléter notre étude et de comprendre quels types de relations les jeunes journalistes construisent avec les communicants, nous avons donc interrogé des formateurs et des responsables pédagogiques sur les dispositifs particuliers (ou non) mis en place au sein des établissements permettant aux étudiants d'apprendre à travailler avec les professionnels de la communication. Il s'agissait, à travers une grille d'entretien assez souple, de saisir, d'une part, la place accordée aux communicants en tant que sources participant à la

co-construction de l'information, et le degré de légitimité et de crédit accordé à ces derniers.

D'autre part, notre questionnement visait aussi la recherche d'une relative normalité des rapports entre ces deux communautés professionnelles. Nous ne citons ici que les expériences, à nos yeux, les plus significatives. Les relations avec les professionnels de la communication ne font pas l'objet d'un module particulier. Cet aspect, comme nous l'avons déjà souligné, est souvent abordé dans les cours dédiés aux sources d'information. Ainsi, les journalistes apprennent-ils à identifier les caractéristiques des différents producteurs d'information auxquels ils vont être confrontés, et notamment les communicants exerçant dans les collectivités territoriales, les entreprises, les centres hospitaliers, etc.

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si les actions pédagogiques se concentrent souvent sur ces communicants exerçant dans les collectivités ou les entreprises locales ou régionales. En effet, les premiers stages professionnels au sein des rédactions se déroulent en majorité en presse quotidienne régionale (PQR). Les apprentis journalistes, dès leur première année de formation, sont donc amenés à rencontrer et à travailler avec les responsables de communication des municipalités, des conseils régionaux et autres institutions locales.

Certaines écoles choisissent également de faire intervenir, sous forme d'ateliers ou de séminaires, des communicants afin qu'ils présentent les différentes approches de leur métier. C'est le cas notamment à l'ESJ-Lille. « Avec les étudiants de première année, explique Pierre Savary, directeur de l'école, nous travaillons en groupe et organisons des modules par secteur : communication politique, communication économique, communication scientifique... Nous avons par exemple invité le chargé de presse d'un parti politique. Celui-ci a expliqué sa manière de travailler, les différentes circonstances qui le poussaient à contacter les journalistes, la façon dont il le faisait et dans quel but. Il a également montré comment il observait ce que les journalistes écrivaient ensuite, comment ces derniers s'étaient emparés des informations transmises. » Et d'ajouter : « Nous avons également fait ce travail avec la responsable de la communication de l'aéroport de Lille qui a insisté sur les difficultés de la communication quand une entreprise comme la sienne est confrontée à des aspects négatifs comme les retards, les intempéries... Elle a aussi informé les étudiants sur la manière d'organiser un événement ponctuel, sur les formes que peut prendre un communiqué de presse. » Pour Pierre Savary, de telles initiatives permettent aux étudiants de connaître davantage le travail des communicants, de saisir les objectifs de la communication et surtout de limiter leur influence.

À l'École publique de journalisme de Tours, le directeur Nicolas Sourisce a mis en place un module sur les finances publiques à l'attention des étudiants en première année de DUT. Cette formation était animée par une ancienne journaliste devenue directrice de cabinet et directrice de communication d'une mairie de la région. « Je souhaitais que cet éclairage soit fait par une personne qui gère totalement la communication politique, confirme le directeur de l'EPJT. Il est important que les étudiants soient confrontés à des spécialistes de la communication. Par ailleurs, le fait que cette professionnelle vienne du monde de la presse a facilité les échanges, car elle était très à l'écoute des éventuelles craintes des jeunes journalistes. » Plusieurs attachés de presse fréquentent aussi les bancs de l'École de journalisme de Toulouse. « Ces professionnels, explique le directeur Bertrand Thomas, présentent d'abord leurs activités. Puis avec les étudiants, nous travaillons sur la façon de les aborder et sur les postures permettant de garder une certaine distance. »

À Marseille, le directeur Marc Bassoni, dès le début de la formation des jeunes journalistes au premier semestre, traite l'ensemble de ces aspects dans un cours intitulé : « décryptage de la communication politique ». À l'Institut pratique du journalisme, Éric Nahon, responsable pédagogique première année, évoque la question des discours des communicants dans un cours sur le journalisme culturel.

Miser sur la pratique professionnelle

Tous les responsables d'établissements le confirment : les relations avec les communicants ne font pas vraiment l'objet de cours entièrement dédiés à cette problématique, parce que la question des sources, dans son ensemble, est sans cesse évoquée dans les enseignements professionnels. « Tous les permanents restent vigilants sur ce sujet, insiste Éric Nahon, ils en parlent régulièrement, surtout lors des productions écoles. Il s'agit d'une approche au coup par coup ». Même sentiment pour Marc Bassoni : « Tous ces aspects relationnels sont évoqués dans les séminaires professionnels. Nous pensons que cela est plus efficace ainsi et préférable à un enseignement juxtaposé. Les formateurs décryptent avec les étudiants le rapport aux communicants en fonction des situations, des productions. Ce travail est donc intégré à la pratique professionnelle sinon les étudiants auraient plus de difficultés à saisir les bons repères, à adopter un positionnement plus critique. »

« Le travail sur les interviews, poursuit Bertrand Thomas, permet aussi de pister ce qui relève de l'information ou de la communication. » « Toutes les sections professionnelles ponctuelles, c'est-à-dire l'enseignement pratique en radio, télévision ou presse écrite, ajoute Nicolas Sourisce, aident aussi

les étudiants à repérer quand ils se sont fait balader. Dans les interviews par exemple, ils sont parfois confrontés à des personnes qui ont vraiment l'habitude de communiquer, qui sont très à l'aise ; et à ce moment-là, les jeunes journalistes prennent conscience de la difficulté du métier et de la facilité avec laquelle ils peuvent se faire manipuler. »

Pour Jean-François Brieu, maître de conférences et responsable de la spécialité radio à l'IJBA, « il est plus efficace d'étudier la relation avec les sources et notamment celle avec les professionnels de la communication à travers les travaux pratiques et les mises en situation. Sur de telles questions fondamentales, les cours théoriques ne fonctionneraient pas forcément, même si en première année, un journaliste plus spécialisé dans les enquêtes aborde de façon très détaillée cette question avec les étudiants. Son approche est la suivante : les sources, comment les trouver, comment les exploiter, les enrichir et s'en méfier ? Cependant, c'est plus largement en faisant, et à travers les briefings que les jeunes journalistes identifient leurs éventuelles faiblesses. »

Ces différents propos recueillis montrent la volonté des formateurs, du moins est-ce notre interprétation, de miser en priorité sur la pratique et les mises en situation professionnelle pour inciter les jeunes journalistes à toujours prendre assez du recul par rapport aux discours des différentes sources.

Une source d'information parmi d'autres

Cette approche de la gestion des relations possibles et envisageables avec les communicants apparaît comme indispensable, d'autant plus que les futurs journalistes sont souvent très étonnés du professionnalisme des communicants. Les formateurs sont nombreux à souligner une certaine naïveté chez leurs étudiants, une attitude qui souvent s'estompe des premiers stages et les rapports directs avec les responsables de communication. « Les jeunes, explique Nicolas Sourisce, sont souvent ignorants de la façon dont se construisent les stratégies de communication. Notre rôle est donc essentiel, nous devons non pas leur apprendre à être dans un esprit de doute systématique, mais dans un total et permanent questionnement : quelle est la personne qui m'envoie ce message, pourquoi à moi et pourquoi maintenant, que veut-elle faire passer à travers ce message... ? Ce type de questionnement est un long apprentissage qui ne se traduit pas en quelques heures de cours. » « C'est vrai que les journalistes débutants, ajoute Bertrand Thomas, sont mal à l'aise avec les communicants ou les attachés de presse, ils n'osent pas trop déranger, ils ne savent pas insister, être fermes, ils sont parfois maladroits, voire arrogants. À travers les stages, ils acquièrent de la pratique et de l'assurance. Nous veillons toujours à leur apprendre à bien se situer par rapport à un discours. »

Les différents stages au sein des rédactions, en effet, offrent aux apprentis journalistes la possibilité d'expérimenter, en situation professionnelle, la collecte d'information et la relation avec les informateurs. Il s'agit donc d'une confrontation réelle avec les communicants, et ces expériences passent par différentes phases d'ajustement.

Pour Franck Niedercorn, journaliste aux *Échos* et formateur à l'IJBA, les jeunes journalistes ne préparent pas assez leurs rencontres avec les communicants : *« Plus tu travailles ta demande, ton interview, plus tu fais de la recherche documentaire avant un entretien, plus tu te fais respecter, dit-il, on ne va pas voir un professionnel de la communication les mains vides, il faut montrer que l'on connaît le sujet, que l'on connaît aussi les enjeux, et ne pas tout attendre de lui ; sinon là, effectivement, on peut se faire manipuler. Le communicant est une source d'information parmi d'autres. Les jeunes doivent apprendre à identifier la qualité de leur interlocuteur, d'où parle-t-il ? Quel taux de crédibilité je peux lui accorder ? Il est toujours possible de contourner un communicant, en partant sur le terrain, en rencontrant différents interlocuteurs. Le travail des formateurs est d'insister sur ces éléments. »*

Ces remarques introduisent ici, nous semble-t-il, une intention particulière, celle de banaliser le travail avec les communicants, du moins de le penser comme une routine professionnelle. On perçoit chez les enseignants le désir d'installer chez les futurs journalistes des réflexes de mises en doute, d'évaluation des intentions des communicants. Quelle que soit la méthodologie employée, les futurs journalistes, d'une manière générale, apprennent à travailler avec les communicants essentiellement à travers des mises en situation concrètes et la production de différents travaux.

Ceci s'explique aussi, sans aucun doute, par une volonté globale des écoles de favoriser les enseignements professionnels – ce qui correspond aux attentes du référentiel de compétences – et cela se traduit par la présence de très nombreux journalistes au sein de ces structures de formation. Ce sont souvent ces derniers qui encadrent les travaux pratiques et les différentes productions. Les journalistes-formateurs, à travers leurs propres expériences professionnelles, aident ainsi les étudiants à trouver dans l'action les meilleures stratégies de coopération. Si l'ensemble des formateurs impliqués dans ces enseignements professionnels abordent, d'une façon ou d'une autre, avec leurs étudiants la question des relations avec les professionnels de la communication, dans quel état d'esprit se déroule cette approche ? C'est ce que nous allons développer maintenant.

Un jeu « donnant-donnant »

L'analyse de nos entretiens révèle chez les formateurs une attitude quelque peu ambivalente, qui n'est pas forcément liée au statut des formateurs, qu'ils soient journalistes ou non. Cet aspect flottant du ressenti vis-à-vis des communicants atteste la difficulté des acteurs de se positionner à la fois comme « proches » et pourtant « différents ». Certains formateurs apportent une réponse plus tranchée, d'autres sont ouverts à une coopération plus nette. Pour le journaliste Éric Nahon, par exemple, *« le rôle des communicants se limite trop souvent à placer des articles et leurs démarches sont la plupart du temps dépourvues d'éthique. La méfiance s'impose toujours, il y a souvent une tentative de manipulation dans leurs comportements. Il ne faut pas que les journalistes deviennent de simples porteurs de micros. »*

Le journaliste des *Échos* est plus mesuré : *« Les communicants ne nous parlent jamais pour nos beaux yeux, confirme-t-il, on ne te donne pas des informations sans raison. Les journalistes ne doivent pas être trop naïfs. Certes, on peut parler de manipulation, mais le journaliste aussi est un manipulateur. Le rapport aux sources est un jeu donnant-donnant »*. Pour le directeur de l'école de Tours, *« il n'est pas question de diaboliser les communicants, mais il est primordial que les étudiants journalistes saisissent leurs objectifs. Plus les journalistes comprendront les façons de travailler des chargés de communication, plus ils seront à l'aise dans leur devoir d'informer, et plus ils garderont leurs distances. »*

« Certes, il ne faut pas être dupes des intentions des communicants, surenchérit Pierre Savary, mais ce sont aussi pour les journalistes des interlocuteurs privilégiés, souvent incontournable. Notre approche reste un positionnement critique vis-à-vis de ces professionnels, mais sans les marginaliser de façon systématique. Il existe aussi des communicants avec qui il est très facile de travailler, notamment ceux, et ils sont nombreux dans cette situation, qui ont été journalistes, avec ces derniers, on peut vraiment cohabiter de façon très satisfaisante. » On peut imaginer ici que le fait d'avoir pratiqué le journalisme donne plus de crédit à l'action d'un communicant. Pour le directeur de l'école de Toulouse, *« l'objectif est plutôt d'aider les jeunes à créer de vraies relations de confiance avec les professionnels de la communication. Il ne faut pas être répressif vis-à-vis d'une profession qui, aujourd'hui, a toute sa raison d'être. Au journaliste cependant d'être bien au clair sur sa façon de travailler et sur celle de son interlocuteur. »* Pour le directeur de l'école marseillaise, *« il faut préparer les journalistes à travailler avec les communicants, à vivre avec, en restant lucide et conscient des enjeux de part et d'autre, et ne pas être dans la confusion des rôles et des genres. Mais considérer les communicants uniquement comme des adversaires ne serait pas une bonne démarche pédagogique. »*

Autant de points de vue personnels illustrant une relation qui reste fluctuante et aléatoire. Mais sans doute que pour approfondir davantage les contours et les évolutions de cette relation ambiguë, faudrait-il compléter notre étude en examinant le ressenti et des attentes des futurs journalistes.

Maintenir la distance

Le rapport aux sources demeure un élément-clé de la formation des journalistes, non seulement parce qu'il renvoie à des notions d'accès, de collecte ou de vérification, mais parce que dans cette interaction avec d'autres agents professionnels se joue aussi la crédibilité des journalistes. Pour ces derniers, cette crédibilité, autrement dit le maintien d'une certaine distance vis-à-vis des pouvoirs, le maintien de leur liberté d'action et d'expression, leur indépendance par rapport à toute forme de pression, demeure un enjeu déontologique et la communauté journalistique a construit une partie de son identité professionnelle sur la morale et la déontologie (Ruellan, 1993, 2007, 2011). L'installation d'une certaine distance entre les différents agents et acteurs sociaux est perçue comme une pratique déontologique.

Cet apprentissage déontologique passerait par un travail de réglage anticipé des relations avec les sources (Siméant, 1992), et, de fait, par la persistance d'une méfiance vis-à-vis des communicants, en tant que sources, encore très marquée. Pour Marc Bassoni, il existe, plus ou moins, chez les journalistes, ce qu'il nomme le « syndrome de la forteresse assiégée ». Et d'expliquer : « *Les journalistes traversent une crise identitaire et lorsqu'un corps social vit une telle situation, une posture domine souvent, celle du repli sur soi. D'où cette attitude, parfois encore très présente dans la communauté journalistique, d'hostilité très prononcée vis-à-vis des communicants. C'est un peu la même chose avec l'explosion du numérique par exemple. Certains journalistes très traditionnels voient d'un mauvais œil le développement du data journalisme, y compris dans les centres de formation. Pour certains, le data journalisme, ce n'est pas du journalisme.* » Ce dernier point évoqué par le directeur de l'école marseillaise est assez révélateur. Le journalisme de données fait intervenir d'autres professionnels comme des développeurs, des informaticiens et cela peut s'analyser comme une pratique échappant aux journalistes. L'intervention de nouveaux acteurs dans le champ journalistique, comme celle des communicants, est vécue comme une intrusion.

Bertrand Thomas évoque aussi une certaine peur récurrente des journalistes qui redoutent sans cesse de se faire piéger, d'où

une agressivité « préventive » à l'encontre des professionnels de la communication. Pour Johanna Siméant, une autre raison explique également cette réserve des journalistes. Celle-ci tient au rapprochement des filières de recrutement et à certaines dimensions concrètes du travail des uns et des autres (Siméant, 1992). Le cousinage entre communicants et informateurs est réel, si bien que les organisations apprécient de recruter d'anciens journalistes dans leur service de communication. D'où cette volonté de la profession journalistique de bien marquer la différence idéologique entre chaque métier. Les journalistes aiment rappeler que leur mission reste d'informer les publics et non de participer à la promotion d'intérêts marchands ou partisans.

Nous l'avons vu, pour être habilité, un cursus journalistique doit afficher son éloignement de toutes formations à la communication. « *Cette mise en forme d'une distinction à vocation opératoire entre des pratiques a priori peu éloignées, insiste Johanna Siméant, montre aussi les effets de la porosité de l'accès au journalisme, et les intersections qu'il suppose : c'est la position des communicateurs, à l'intersection des sphères marchande et journalistique qui est au principe même de leur illégitimité, la condamnation du discours de la communication se doublant la plupart du temps d'une condamnation des vendeurs, au nom de ce qui serait la noblesse de la pratique journalistique* » (Siméant, 1992, p. 55).

Conclusion

Ce principe de non-rapprochement des filières dans les écoles de journalistes et surtout le maintien déontologique de cette nécessaire « distance de sécurité » explique sans doute qu'il est très rare de voir se mettre en place des rencontres, des séminaires, des actions de terrain réunissant des communicants et des journalistes afin que les uns et les autres apprennent à travailler ensemble, sans doute d'une façon plus croisée, et sans *a priori*. On pourrait, par exemple, émettre l'hypothèse qu'un atelier transversal ponctuel entre ces deux types de professionnels faciliterait la compréhension des méthodes de travail de chacun. Une expérience de ce type a été réalisée à l'IUT de journalisme de Tours, il y a quelques années. Les étudiants en journalisme ont participé à un exercice en temps réel. Ils étaient confrontés à une simulation d'accident nucléaire à Chinon, près de Tours. Différents partenaires jouèrent le jeu comme la gendarmerie, la préfecture, la mairie, les services sanitaires et d'hygiène, les pompiers, etc. Une cellule de crise avait été installée et les journalistes étaient confrontés, dans une situation d'urgence, à différentes sources, dont des communicants.

De telles initiatives restent rares. En même temps, comme nous l'avons démontré, l'incapacité à mettre en place un enseignement précis, spécifique, clairement identifié comme tel, permettant d'aborder en profondeur les relations avec les communicants, montre bien toute la difficulté à imaginer des rencontres et des actions communes entre les cursus. Par ailleurs, il y a, nous semble-t-il, une certaine rigidité prononcée des acteurs journalistiques, notamment dans les structures professionnelles impliquées dans la formation des journalistes, qui fait, que le moindre rapprochement pédagogique entre les filières est d'office perçu comme un danger potentiel... alors que faire travailler en binôme sur un même cas pratique un communicant et un journaliste serait sans doute une manière de confronter les regards et les approches, voire de désacraliser le métier d'un côté comme de l'autre. D'autant plus, que les journalistes ont compris depuis longtemps qu'ils n'étaient plus les vecteurs exclusifs des nouvelles et que d'autres acteurs ont aussi une légitimité et une compétence (Ruellan, 2011, p. 158). Pour Denis Ruellan « *s'est opérée alors un travail de conversion qui a conduit les journalistes à se penser comme des acteurs parmi d'autres d'une activité élargie – la communication – par un réglage progressif de l'idée qu'ils se font de celle-ci, et singulièrement des relations qu'ils entretiennent avec les sources de l'information qu'ils diffusent* » (Ruellan, 2011, p. 158) ■

Notes

1. Il existe en France une centaine de formations (publiques et privées) en journalisme et seulement 14 dont le cursus est reconnu par la profession. L'IUT de Nice-Côte d'Azur, à Cannes, a été, à ce jour, le dernier établissement à bénéficier de cette reconnaissance. Au moment de notre enquête, cette école n'était pas encore dans ce dispositif.
2. Les gens de lettres, les politiques, les amateurs de toutes sortes comme les publicitaires...
3. Le blog des Assises du journalisme de Strasbourg, 2009, débat : peut-on aimer les communicants ? <http://blog.pressebook.fr/assises-journalisme/tag/journalistes-communicants-relations/>
4. Sur les 37 286 journalistes encartés en 2011, 5 966 sont issus d'un cursus reconnu. Source : Observatoire des métiers de la presse – www.metiers-presse.org.
5. Presque toutes les écoles dont le cursus est reconnu par la profession délivrent un master professionnel de journalisme ou un diplôme reconnu par l'État, à l'exception de l'IUT de Tours, de Cannes et de Lannion (DUT et licence) et de l'EJT (diplôme d'école).
6. Il s'agit des intitulés de cours tels qu'ils apparaissaient lors de notre recherche, les maquettes pédagogiques ont pu évoluer par la suite.

Références bibliographiques

- AUGEY Dominique (2003), « Les journalistes : petits maillons au bout de la chaîne industrielle », *Hermès*, n°35, p. 73-79.
- BERNIER Marc-François *et al.* (2005), *Pratiques novatrices en communication publique. Journalisme, relations publiques et publicité*, Québec, Presse de l'Université Laval, 163 p.
- BRIN Colette, CHARRON Jean & Jean DE BONVILLE (dir.), (2004), *Nature et transformations du journalisme. Théories et recherches empiriques*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 449 p.
- CAHIERS DU JOURNALISME (LES) (2010), *Journalisme et Formation*, École Supérieure de Journalisme de Lille, Département d'Information et de Communication de l'Université Laval, Québec, n°21, 383 p.
- CARDY Hélène, FROISSART Pascal & Aurélie TAVERNIER (2008), « Le chercheur et le journaliste : regards croisés sur l'information et la communication », Sfsic, www.sfsic.org/congres_2008/spip.php?page=imprimed&id_article=77.
- CHARON Jean-Marie (2007), *Les Journalistes et leur public : le grand malentendu*, Paris, Vuibert, 245 p.
- CHARRON Jean, DE BONVILLE Jean (1996), « Le paradigme du journalisme de communication : essai de définition », *Communication*, n°17/2, p. 51-97.
- CHUPIN Ivan & Jérémie NOLLET (dir.) (2006), *Journalisme et dépendances*, Paris, L'Harmattan, 311 p.
- GAUTHIER Gilles (2010), « Le journalisme de communication : expression de conviction et moralisme », *Les Cahiers du Journalisme*, n°2, p. 254-273.
- LAFARGE Géraud & Dominique MARCHETTI (2011), « Les portes fermées du journalisme », *Actes de recherches en sciences sociales*, n°189, p. 72-99.
- LEGAVRE Jean-Baptiste (2007), *Je t'aime moi non plus. Les relations d'associés-rivaux entre journalistes et communicants*, mémoire d'HDR en sciences de l'information et de la communication, Université Versailles Saint Quentin en Yvelines.
- LUGRIN Gilles (2007), « Marc-François Bernier *et al.*, *Pratiques novatrices en communication publique. Journalisme, relations publiques et publicité* », *Communication*, n°25/2, p. 243-249.
- NEVEU Érik (2001), *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte, 123 p.
- OLLIVIER-YANIV Caroline (2001), « L'indépendance des journalistes à l'épreuve du politique et de la communication : le localier, le chargé de communication et l' élu local », *Quaderni*, n°45, p. 87-104.
- ROMEYER Hélène, MONTANOLA Sandy & Karim SOUANRF (2013), « Journalistes et communicants : cohabitation «forcée» et co-construction de l'information sportive », http://w3.u-grenoble3.fr/les_enjeux/2012/Romeyer-et-al/.
- RUELLAN Denis (2011), *Nous journalistes, déontologie et identité*, Grenoble, PUG, 249 p.
- RUELLAN Denis (1993), *Le Professionnalisme du flou, identité et savoir-faire des journalistes français*, Grenoble, PUG, 240 p.

SCHLESINGER Philip (1992), « Repenser la sociologie du journalisme. Les stratégies de la source d'information et les limites du média-centrisme », *Réseaux*, n°51, p. 75-98.

SIMEANT Johanna (1992) « Déontologie et crédibilité. Le réglage des relations professionnelles au CFJ », *Politix*, n°19, p. 37-55.